

Après la faillite des banques, la cessation de paiements des Etats occidentaux et la destruction de leurs monnaies de papier ont déjà commencé.

Dans l'histoire, toutes les tentatives de construction d'un système de crédit basé sur la monnaie de papier -non gagée par un actif réel (comme l'or)- ont toujours échoué. Parce que lorsque la monnaie peut être créée ex nihilo en quantité illimitée par les pouvoirs publics (Etats et/ou banques centrales), il en résulte toujours un accroissement très exagéré du crédit, nécessairement supérieur aux capacités finales de remboursement de ceux qui y ont exagérément recours ou auxquels il est distribué sans discernement. Raymond Aron relevait à ce propos: "*Lorsque la monnaie cesse d'être un bien réel ou de se référer à un bien réel, elle devient un bon d'achat peu discernable du crédit*". Sans oublier qu' "*Une monnaie de papier, basée sur la seule confiance dans le gouvernement qui l'imprime, finit toujours par retourner à sa valeur intrinsèque, c'est-à-dire à zéro*" ainsi que le remarquait déjà Voltaire.

Quand ceux qui ont reçu ce crédit en quantité exponentielle ne sont inévitablement plus en mesure d'honorer le remboursement du capital emprunté, ou même seulement des intérêts à courir; les pouvoirs publics accélèrent la création monétaire artificielle et la distribution de nouveaux crédits -tout en abaissant le taux d'intérêt à court terme à zéro-. De telle sorte que, plus ces pouvoirs publics continuent dans cette voie, plus le risque que la valeur et le pouvoir d'achat de la monnaie s'effondrent augmente. Et que la crise économique s'installe, après que l'inflation ou la déflation, selon les cas, détruisent plus ou moins vite les derniers vestiges de la croissance passée. C'est en ce sens que Ludwig von Mises constatait que "*Les crises économiques sont provoquées par les politiques monétaires expansionnistes des banques centrales*" et qu' "*Il n'y a aucun moyen de soutenir un boom économique résultant de l'expansion à crédit*" par la création artificielle de plus de crédit encore.

Depuis le début des années 2000, nous vivons l'écroulement inéluctable de toute la pyramide de crédit -privé comme public- construite sur le Système monétaire international (SMI) de l'étalon-dollar US et des autres monnaies de papier -qui n'en sont que les satellites- en cours d'explosion les unes après les autres dès lors que le centre (le dollar des USA) a déjà été irrémédiablement atteint. Les chutes actuelles de l'euro et d'autres monnaies n'étant, en effet, que les contrecoups secondaires collatéraux de la destruction du dollar des USA -tant en valeur relative (en terme de change par rapport aux autres principales monnaies) qu'en valeur absolue (en terme de pouvoir d'achat par rapport à l'or ou à l'indice américain cumulé des prix à la consommation)-, monnaie qui étant entrée dans ses dernières convulsions entraîne l'instabilité maximale des autres. Raison pour laquelle le dollar US rechutera violemment, après que les *carry trades* mis en place dans cette monnaie seront liquidés, mais en ayant sapé au passage la crédibilité de l'euro qui commençait seulement à se construire.

Il n'y a aucun moyen dans un SMI multi-devises de papier d'éviter la contamination de toutes les monnaies sans exception -quelle que soit la qualité de leur propre "gestion"- par la monnaie centrale lorsque cette dernière est gérée de manière ultra laxiste. D'une part, en raison de la loi de Gresham ("*La mauvaise monnaie chasse la bonne*"). D'autre part, en raison du caractère nécessairement dominant de la politique monétaire conduite par les autorités émettant la monnaie centrale dudit Système. Dans cette situation, la moins mauvaise des solutions consiste pour un pays donné (ainsi que l'a compris la Chine) à maintenir sa propre monnaie inconvertible avec les autres tout en la liant au moyen d'une parité fixe à la monnaie centrale, auquel cas il n'est plus affecté par les turbulences affectant en permanence le Système tout en gagnant constamment des parts de marché à l'étranger, ce qui accroît ses réserves de change en monnaie centrale qu'il n'a alors plus qu'à diversifier au maximum dans

d'autres types d'actifs, réels évidemment. Ce n'est donc pas la constitution d'un "gouvernement économique" qui sauvera la zone euro, mais la réforme du SMI dans son ensemble par l'instauration d'un nouvel étalon monétaire réel (comme l'étalon-or) que les Européens doivent négocier avec leurs partenaires américains et chinois, faute de quoi c'est la Chine qui sortira comme seule gagnante de l'effondrement du SMI actuel pour ensuite imposer de facto au monde le nouvel SMI de son choix.

L'écroulement de la pyramide de crédit a commencé avec les krachs américains (des actions à partir de 2000 et immobilier à partir de 2006) puis la faillite réelle ou virtuelle des banques (US et britanniques principalement) à partir de 2007, dont l'essentiel des actifs n'était plus constitué que de produits financiers titrisés (comme le *subprime*) qui ont évidemment vu leur valeur finir par s'évaporer en même temps que celle du collatéral instable sur lequel ils étaient construits. Il va continuer avec l'inéluctable cessation de paiements des Etats occidentaux, incapables d'emprunter plus, tant pour faire face à leurs engagements de remboursement de leurs dettes précédentes que pour couvrir leurs dépenses courantes actuelles et futures. Engagements et dépenses qui, ayant explosé par rapport à la richesse effective de ces Etats, ne sont plus supportables d'autant que la chute de la croissance économique réelle provoque l'évanouissement durable de leurs recettes fiscales, alors même qu'ils doivent assister -dans le cadre de l'Etat-providence- de plus en plus de gens subitement précarisés par la crise.

Bien que ces processus destructifs auraient pu être rapidement enrayés, tant en laissant tomber en faillite les banques zombies qu'en appliquant aux Etats ruinés les méthodes d'ajustement structurel que le Fonds monétaire international a élaborées; les principaux acteurs du SMI - faute de courage- ont organisé la fuite en avant collective vers l'implosion finale. Puisque les principales banques centrales n'ont cessé de recourir à la planche à billets, c'est-à-dire de créer toujours plus de fausse monnaie pour monétiser les dettes publiques et privées qui résultent elles-mêmes d'une création monétaire extravagante. Et les principaux Etats occidentaux de financer sur une plus grande échelle encore que par le passé, avec des fonds qu'ils empruntent soit aux principales banques centrales soit aux marchés financiers alors qu'ils sont ruinés parce qu'ils ont précédemment trop emprunté, la reprise des banques zombies comme des plans dits de relance qui dans l'histoire n'ont jamais fonctionné. Après les krachs des actions et immobilier, qui ne sont pas terminés, et bientôt le krach obligataire; les manipulations monétaires comme les politiques économiques -follement étatistes et keynésiennes- précitées sont maintenant en train de provoquer le krach monétaire, puisque c'est dorénavant l'euro qui chute après que le dollar US se soit déjà effondré. A l'évidence, tout allègement significatif du surendettement affectant la Grèce, et les autres pays du "Club Med" appartenant à la zone euro, ne peut que relever des thérapies de choc mises en place par le FMI visant à modifier en profondeur leur gouvernance comme à ramener leurs déficits à des niveaux supportables. Et non pas d'une aide financière à fonds perdus par la BCE ou les autres pays de cette zone en moins mauvaise situation qui ne ferait qu'accroître à terme les difficultés de tous.

Tant que les banquiers centraux croiront que l'on peut créer la richesse en créant de la monnaie ex nihilo ou du crédit à l'infini et que les Etats croiront que l'on peut obtenir la croissance économique en participant eux-mêmes au processus de production ou en apportant leur soutien financier à tel ou tel secteur économique au détriment d'un autre, l'Occident s'enfoncera dans la crise jusqu'à son effondrement final. Parce que, pour produire la vraie richesse, la création monétaire doit être strictement proportionnelle à la quantité d'actifs réels détenus par les banques centrales et que, pour produire la croissance économique durable, il faut créer les conditions propices à l'emploi comme à l'investissement productifs des agents

économiques (individus et entreprises). Si l'on veut rétablir les "grands équilibres", qui ont produit par exemple les "Trente Glorieuses" en Occident dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, il importe de mettre un terme aux politiques monétaires discrétionnaires des banques centrales comme aux politiques économiques ou budgétaires interventionnistes des Etats qui ont conduit au désastre actuel. Et dont la perpétuation ne fait que l'aggraver.

Désastre qui n'a pas été provoqué par un excès de libéralisme, lequel hélas n'existe plus depuis longtemps, mais par le "socialisme de marché". Lequel se caractérise par la mainmise des pouvoirs publics sur la création monétaire et la distribution du crédit, alors même que les banques et autres intermédiaires financiers mal réglementés peuvent recourir à la spéculation au moyen de toutes sortes de mécanismes encouragés par lesdits pouvoirs publics, par suite de la fixation des taux d'intérêt à court terme à zéro et de leur approvisionnement sans limite en nouvelles liquidités. Puisque lorsque que l'argent ne rapporte plus rien, tous ceux qui en détiennent sont incités à prendre des risques spéculatifs pour compenser les moins values résultant de la chute de son pouvoir d'achat et non pas à l'investir dans l'économie productive.

Pierre Leconte, président du "Forum monétaire de Genève" et gérant de fortune auprès de Fuchs & Associés Finance (Suisse) SA, site: www.forum-monetaire.com/

PS: Nous examinerons dans un prochain article quels sont les moyens, à notre avis, pour les détenteurs de capitaux de se protéger contre les menaces actuelles et à venir qui pèsent sur leurs patrimoines.